

Lundi 30 mars: inauguration honteuse au musée de l'immigration Dégueulons sur leur gueuleton

Par prudence, jamais Brice Hortefeux n'avait inauguré la Cité nationale de l'histoire de l'immigration. Pour éviter que leur politique soit publiquement mise en cause, l'invitation à cette cérémonie a été très discrètement lancée par les ministres Christine Albanel, Éric Besson, Xavier Darcos et Valérie Pécresse.

Nous, chômeurs, intermittents, précaires, sans-papiers, étudiants, licenciés, enseignants-chercheurs, salariés en tout genre, appelons tous ceux qui savent que ni une grève générale bimestrielle ni la dispersion catégorielle ne nous feront rien gagner, à un

**Rassemblement ce lundi 30 mars à 10h,
293, avenue Daumesnil, 75012 Paris, m° Porte Dorée
auberge espagnole, casseroles, fumigènes, batucadas, tout est bon**

Rendons la honte plus honteuse encore en la livrant à la publicité.

Refusons leur politique, c'est la xénophobie et la concurrence qu'il faut mettre au musée.

Ni exhibition sans frais, ni liberté de parole pour les ministres et autres gouvernants.

La politique de l'"immigration choisie" scinde l'immigration entre celle admise pour les besoins de l'entreprise France et celle persécutée sous le joug de France police. Regroupement familial ? Terminé. Carte de résident permettant 10 ans de séjour ? Terminée. Régularisations ? Par l'emploi, au compte-gouttes et aux forceps. La chasse aux sans papiers continue. Les objectifs 2010 sont de 28 000 reconduites à la frontière et de 5 500 interpellations d'aidants (source : Projet de Loi de Finances 2009). Chacun est appelé à participer à la traque, banques et autres entreprises, personnels des institutions sociales, tous sont instamment priés de pratiquer la délation. Et pour les contrevenants : délit d'aide au séjour irrégulier. Mais comme on l'a fait avec celui de Guy Môquet, pour occulter la barbarie de la politique actuellement mise en oeuvre, on se sert du nom du sociologue Abdelmalek Sayad, dont les analyses ont restitué à l'immigré/immigrant des dimensions toute autres que celles autorisées par le prisme étroit du travail. Grèves de travailleurs sans-papiers, solidarités de quartiers contre l'expulsion des scolarisés, lutte pour la régularisation et révoltes des retenus des centres de rétention forment autant de refus de cette politique, autant de refus auxquels nous sommes attachés. Il n'est pas question que le sinistre Besson chargé de mettre en oeuvre cette politique puisse se pavaner, même en privé.

Albanel finance les cathédrales, bafoue les droits des salariés intermittents et voudrait, par la loi Hadopi, qualifier de délit de vol les pratiques de gratuité en matière de circulation des oeuvres. Elle défend l'excellence, dépourvu de droits, chacun serait voué à quémander des subventions à diverses féodalités. On contrôle systématiquement les activités d'un secteur laminé par les réformes de l'Unedic qui excluent toujours plus d'ayant droits de l'indemnisation chômage. Il n'y a pas de politique culturelle acceptable qui ne garantisse une continuité de droits pour les salariés d'un secteur dont bien des productions reposent sur l'intermittence. Il n'y a pas de politique culturelle acceptable lorsque celle-ci s'acharne à entraver la culture populaire et les pratiques indépendantes. Il n'y a pas de politique culturelle acceptable lorsque la défense et l'extension de la propriété privée sont au poste de commande. Il n'est pas question pour nous que cette incarnation de la France versaillaise prolonge l'extermination des communards et les obstacles au partage à coups de com et de lois de privatisation du bien commun.

Darcos et Pécresse sont pour leur part en charge des réformes de l'école. De la maternelle à l'université, de la loi LRU au décret réformant le statut des enseignants-chercheurs, il s'agit d'imposer partout une rationalité managériale fondée sur l'évaluation administrative et comptable pour façonner une société de concurrence par la réforme permanente. Il s'agit de parfaire la société entreprise, l'organisation de l'exploitation et de la domination. Les luttes en cours à l'université depuis deux mois refusent cette politique. Pécresse a été accueillie comme il se doit par les grévistes de Strasbourg le 5 février dernier ; face à la mobilisation, elle a dû annuler un "débat" ("À quand une université efficace ?", avec Bruno Julliard, ex-pdg de l'UNEF) à l'ENA le 16 mars, puis un autre, à l'invitation de Libération, à Rennes le 21 mars. Crise ou pas, nous ne payerons pas : l'expertise dont ils se prévalent pour décider de nos vies n'a aucune légitimité.

On nous voudrait terrorisés par l'insécurité sociale et la criminalisation des luttes, on nous voudrait atomisés par les exigences de la survie et le renoncement, avec ou sans droit à pension de retraite, nous sommes et serons fidèles à la maxime de nos aïeux : paix aux chaumières, guerre aux châteaux !

**N'attendons pas le Premier mai, rassemblons-nous
Partout où ils se croient libres, bloquons-les !**

Des chômeurs, des intermittents et précaires coordonnés
www.cip-idf.fr